

Les rendez-vous manqués

PAR JEAN-PAUL MARTHOZ

ZUT, ON A ENCORE OUBLIÉ L'AMÉRIQUE LATINE ! MALGRÉ LA RHÉTORIQUE SUR UNE COMMUNAUTÉ DE VALEURS ET DE DESTIN, L'« EXTRÊME-OCCIDENT », SI PROCHE CULTURELLEMENT DU VIEUX CONTINENT, EST MARGINALISÉ PAR LES NATIONS MÉDITERRANÉENNES, MIS SUR LA TOUCHE PAR LES PAYS DE L'EST, CONCURRENCÉ PAR LES PUISSANCES ASIATIQUES ÉMERGENTES. UN GRAND DESSEIN, CELUI D'UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE EURO-LATINO-AMÉRICAINNE, S'ENLISE DANS LES SABLES MOUVANTS DE LA GLOBALISATION. **NOSTALGIES.**

L'entrée en scène de la Chine en Amérique latine a été accueillie avec des froncements de sourcils à Washington. Mais l'Europe n'a-t-elle pas beaucoup à perdre, elle aussi, dans ce redéploiement mondial des stratégies économiques et politiques qui traversent le continent avec lequel elle semblait avoir le plus d'affinités politiques et culturelles ? Le fait que cette question soit à peine posée témoigne de l'insignifiance croissante du « protagonisme » européen au sud du Rio Grande.

« Insignifiance ? » : Ce jugement apparaîtra sans aucun doute à l'emporte-pièce, voire insultant, dans les milieux qui s'activent depuis des années pour entretenir un lien privilégié entre l'Europe et l'Amérique latine. Et à première vue, ils auraient raison de s'émouvoir d'un regard aussi désabusé sur l'objet de leurs passions. Les rencontres, colloques, forums, programmes sont innombrables entre les deux rives de l'océan Atlantique, que ce soit entre des universités, des ONG, des partis politiques, des Parlements ou des fondations. En mai 2006, à Vienne, le Sommet Europe-Amérique latine-Caraïbes a réuni 58 chefs d'Etat et de gouvernement. Et les chiffres diffusés par la Commission européenne dessinent une relation intense : l'Europe est le principal fournisseur d'aide au développement en Amérique latine, son deuxième partenaire commercial (le premier pour

le Mercosur et le Chili) et un investisseur majeur.

Toutefois, ces données appréciables en cachent d'autres : l'Amérique latine ne représente que 2% des échanges globaux de l'Union et elle ne reçoit que 4% du total de l'aide européenne au développement. Les statistiques les mieux présentées ne peuvent masquer la réalité politique : l'Amérique latine n'est pas une priorité de l'ersatz de « projet européen » porté cahin-caha par la chamoilleuse Europe des 27. Pour les passionnés du continent de Borges et de Neruda, l'heure est à la désillusion.

LE MYTHE DE L'ELDORADO

Pendant des décennies, de hauts fonctionnaires européens, des dirigeants d'internationales politiques, des responsables d'ONG et de mouvements religieux, des professeurs d'université et des intellectuels avaient cru que l'Amérique et l'Europe pourraient développer une union stratégique, fondée sur leurs « valeurs communes » et leurs intérêts partagés.

L'Amérique latine, cet « Extrême-Occident », comme l'a baptisée le politologue français Alain Rouquié, donnait tort au fatalisme géographique. Par sa culture, son héritage religieux, son histoire et ses combats politiques, elle apparaissait bien plus proche que le Maghreb, la Turquie ou les pays d'Europe de l'Est qui vivaient alors dans une autre temporalité der-

rière le rideau de fer. Les œuvres de Gabriel Garcia Marquez, Carlos Fuentes, Julio Cortazar ou Jorge Amado participaient à la culture générale européenne, tandis qu'à Buenos Aires, Santiago et Mexico, les auteurs du Vieux Continent, de Camus à Lévi-Strauss, enrichissaient les *tertulias* littéraires et les recherches universitaires.

A partir des années 1960, l'Amérique latine était aussi devenue le plus grand laboratoire idéologique de la planète et le terrain d'action des « opérateurs politiques européens ». A l'extrême-gauche, Régis Debray, auteur du livre-culte de la théorie révolutionnaire guévariste, *Révolution dans la Révolution*; à droite, le père jésuite belge Roger Vekemans, parrain de la démocratie chrétienne chilienne ; au centre-gauche, Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste. Entre les Tupamaros uruguayens et les soixante-huitards du Quartier Latin, entre les prêtres-ouvriers de Seraing et les évêques rouges brésiliens, entre le Parti révolutionnaire institutionnel mexicain et les républicains français, les passerelles étaient évidentes et très fréquentées. Au risque parfois de tomber dans ce phénomène du « transfert utopique » décrit par Gérard Chaliand, de cette tentation de chercher à l'extérieur de son propre pays un Eldorado politique, exutoire de frustrations idéologiques nationales. L'expérience du gouvernement d'Unité populaire au Chili, sous la présidence d'Allende, entre 1970 et 1973, et la révolte des *muchachos* sandinistes contre la dictature de Somoza au Nicaragua en 1978-79 furent vécues comme des événements européens.

Les années 1980 furent l'apogée de cette proximité euro-latino-américaine. Confrontée aux guerres d'Amérique centrale, la Commission européenne conçut, à l'initiative notamment des commissaires socialistes français Edgar Pisani et Claude Cheysson, une stratégie ambitieuse de médiation qui la plaça au cœur des enjeux les plus fondamentaux de l'Amérique latine. Renforcée dans ces démarches par l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, Bruxelles réussit à affirmer une véritable vision européenne : la recherche de solutions pacifiques, le multilatéralisme, l'adhésion au droit international, le respect des droits de l'Homme et la lutte contre les inégalités et pour le développement. Elle se démarqua ainsi de la stratégie de l'administration Reagan, fondée sur l'unilatéralisme, l'illégalité et la solution militaire. Et elle réussit à le faire sans rompre avec Washington car elle trouva des alliés au sein d'un Congrès dominé par les démocrates, dans les Eglises et auprès d'une société civile « libérale » très active. Cette époque inspira l'idée très ambitieuse d'une véritable « diagonale transatlantique », visant à

accroître le poids international respectif des deux régions en « diversifiant leur dépendance » par rapport aux Etats-Unis.

L'EST CONTRE LE SUD

Dans les années 1990, les relations économiques semblèrent confirmer cette relation privilégiée. Les échanges et les investissements directs connurent une forte progression. Bruxelles signa un accord-cadre avec le Mercosur et des accords bilatéraux de coopération avec le Mexique et le Chili. Au Sommet de Rio, en 1999, les deux régions s'engagèrent même à établir une véritable « relation stratégique ».

Mais, dans les faits, en dépit de ces interactions économiques et institutionnelles, les ambitions politiques qui s'étaient forgées lors des années 1980 retombèrent comme un pitoyable soufflé. Les raisons de ce fiasco sont multiples : la politique d'élargissement à l'Est absorba toutes les énergies européennes ; la « banalisation » démocratique en Amérique latine fit sortir ce continent de l'actualité ; les conflits des Balkans, le génocide au Rwanda, la deuxième guerre d'Algérie et l'inextricable dossier israélo-palestinien s'imposèrent en tête des priorités de l'action extérieure de l'UE.



Rencontre à Guadalajara entre José Luis Rodríguez Zapatero, le Premier ministre du pays européen le plus engagé en Amérique latine, et Lula, le président du pays le plus puissant du sous-continent.

Les années 1990, marquées par l'accélération d'une globalisation sur laquelle ni l'Amérique latine ni l'Europe ne semblaient avoir prise, scellèrent le triomphe du modèle américain. « L'Amérique latine devint un important laboratoire pour les politiques pro-globalisation de l'administration Clinton », note Mario Carranza (1). Les Etats-Unis imposèrent le néolibéralisme comme le modèle économique unique et amenèrent l'Union européenne à abandonner sa prétention d'offrir une alternative plus sociale au « consensus

(1) CARRANZA Mario, « Toward a strategic partnership? The European Union and Latin America in the post-September 11th era », *Nueva Sociedad*, 2004.

de Washington». Ils bousculèrent également le jeu de quilles avec l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Cet accord sonnait le glas d'une intégration latino-américaine, telle qu'elle avait été rêvée dans les années 1970 et qui servait de ligne d'horizon aux relations avec l'Union européenne.

Au début du troisième millénaire, les relations entre l'Europe et l'Amérique latine continuèrent à se distancier. Après les attentats du 11 septembre, la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme entraîna une nouvelle érosion de l'intérêt européen pour l'Amérique latine. La région ne fut pas mentionnée une seule fois dans la doctrine de sécurité, présentée par le Haut représentant Javier Solana au Conseil européen de Thessalonique en juin 2003, alors que le « continent de la cocaïne » contribue à l'insécurité globale par la puissance de ses organisations criminelles, dont l'influence s'étend jusqu'aux « Etats faillis » de l'Afrique de l'Ouest. En mai 2006, à la veille du Sommet de Vienne, de prestigieuses institutions espagnoles parlèrent de la « fin d'un cycle » dans les relations euro-latino-américaines (2).

FRAGMENTATIONS

Le diagnostic est brutal : « Si dans les années 1980, cette image d'une Europe semi-gaulliste a pu avoir une crédibilité certaine et limitée, estimait Lawrence Whitehead en 2004, l'Europe ne représente aucune alternative ni contrepoids géopolitique. En raison spécialement de la guerre en Irak, la majorité des dirigeants européens ont choisi de ne pas créer d'autres zones de tension avec Washington que ce qui est strictement nécessaire pour les intérêts vitaux de l'UE » (3). « L'Europe ne peut ni ne veut constituer une alternative à la relation de l'Amérique latine avec les Etats-Unis », lui faisait écho Stephan Sberro, titulaire de la chaire Jean Monnet, à l'Institut technologique autonome de Mexico (4).

La guerre en Irak aurait pu rapprocher l'Europe et l'Amérique latine, deux régions attachées au multilatéralisme et au respect du droit international, mais cette crise irakienne a surtout mis en lumière l'un des principaux obstacles à l'élaboration d'un partenariat stratégique : les dissensions à l'intérieur de chacun des deux « blocs ». La politique extérieure commune de l'UE est minée par les divergences entre la Vieille et la Nouvelle Europe. En Amérique latine, les pro-Américains et les anti-Américains rivalisent, les processus d'intégration se concurrencent et débouchent sur une fragmentation des projets. L'Alliance bolivarienne proposée par Hugo Chavez et la Communauté sud-américaine des nations parrainée par Lula sont anta-

goniques. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes sont aimantés par les Etats-Unis et coupés du reste du continent.

Conscient de son statut, le Brésil joue, à terme, la carte de la concurrence avec l'Union européenne en se posant comme le chef de file des nouvelles puissances émergentes. Il utilise sa relation privilégiée avec l'UE – confirmée en juillet 2007 par un premier Sommet bilatéral à Lisbonne – pour renforcer sa position face aux Etats-Unis, mais aussi au sein de l'Amérique latine où sa volonté d'« hégémonie bienveillante » affronte « l'axe rouge » que cherche à mettre en place le président vénézuélien. Ce dernier s'oppose lui aussi à la stratégie européenne qu'il n'est pas loin de considérer comme complice des Etats-Unis et choisit de privilégier de nouvelles alliances avec la Russie, l'Iran ou la Chine. En dépit de l'existence du « Groupe de Rio » censé la représenter dans son ensemble, l'Amérique latine ne parle pas d'une seule voix.

QUELLE EUROPE ?

L'Amérique latine, à son tour, indexe la « fragmentation européenne » et paraphrase la boutade de Henry Kissinger : « L'Europe ? En cas de crise, j'appelle qui ? ». En dépit de Javier Solana, les capitales donnent le ton et, à l'exclusion de Madrid et de Lisbonne, elles ne regardent pas en priorité en direction de l'Atlantique Sud.

La relation entre l'UE et l'Amérique latine est également affaiblie par le choix des domaines de coopération. Si les deux régions mettent en avant la qualité de leur dialogue politique, celui-ci porte le plus souvent, comme l'écrit Susanne Gratus de l'Institut madrilène FRIDE, « sur des sujets soft qui relèguent au second plan les intérêts géostratégiques, militaires ou économiques » (5). Le dossier agricole – les subventions européennes et les barrières opposées aux importations latino-américaines – plane comme un *zopilote* (vautour) sur les rencontres euro-latino-américaines les mieux intentionnées.

Or, comme l'affirme Mario Carranza, « pour dépasser la rhétorique d'un partenariat stratégique, l'UE doit démontrer qu'elle peut réellement faire la différence en Amérique latine, en offrant des réponses innovantes aux problèmes de pauvreté et d'exclusion créés par la mise en œuvre débridée du 'Consensus de Washington' lors des années 1990 ». Une gageure dans la mesure où l'Europe doute elle-même de son propre modèle économique et politique.

« L'UE revêt aujourd'hui une importance stratégique pour l'Amérique latine, mais celle-ci se situe à la périphérie des intérêts européens », notait en juillet 2006 le professeur colombien Hugo

Fanzio Vengoa (6). Jusqu'à quand la rhétorique du « partenariat stratégique » pourra-t-elle couvrir cette relation asymétrique ? Le jour du jugement approche. Le panaméricanisme, même s'il traverse une zone de turbulences avec l'échec de la Zone de libre-échange des Amériques, reste une option réaliste et celle-ci marginalise l'Union européenne. La stratégie de la multipolarité, que ce soit autour des nations émergentes, selon le modèle brésilien, ou des « nations anti-impérialistes », selon la vision chaviste, exclut une alliance privilégiée avec l'Europe et promeut d'abord la coopération Sud-Sud. Par ailleurs, la « connexion Pacifique » ou, plus précisément, l'option chinoise, est de plus en plus souvent évoquée comme une alternative à l'UE dans la recherche incessante d'une relation plus équilibrée avec les Etats-Unis.

Au fil des désillusions, la relation entre l'Europe et l'Amérique latine ressemble de plus en plus aux histoires de rendez-vous manqués qui servent de trame à l'un des plus beaux livres (*Desencuentros*) du romancier chilien Luis Sepulveda. « Comme si l'accumulation d'échecs

imperceptibles convertissait les désirs, les amitiés, les rêves, les projets politiques, tout ce qui finalement compte pour un être humain, en d'incessables déviations du destin ».

POUR EN SAVOIR PLUS

La revue *Nueva Sociedad* a publié deux numéros consacrés aux relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine, en février et avril 2004. Parmi les auteurs, Alberto van Klaveren, Wolf Grabendorff, Marian Hens et José Antonio Sanahuja. www.nuso.org



« Amérique latine. Les brûlures d'un continent », *L'Histoire*, Numéro spécial juillet-août 2007. Cet excellent dossier inclut notamment un article d'Olivier Compagnon sur l'influence de la France, « la seconde patrie », en Amérique latine.



A relire également LEENHARDT Jacques et KALFON Pierre, *Les Amériques latines en France*, Découvertes Gallimard, Paris, 1992, 156 pages.

Publicité



Les nouveaux gouvernements élus au Venezuela, au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Brésil... seront-ils en mesure d'enrayer durablement la misère et les inégalités si profondément ancrées dans ce sous-continent ? Ne risque-t-on pas, dans certains pays, de voir resurgir les militaires de leurs casernes ? L'avenir de l'Amérique latine ne se joue-t-il pas aussi dans sa capacité à résister à l'asservissement de son agriculture et à la destruction de sa biodiversité pour les besoins du marché mondial ?

Optant pour l'approche régionale, le présent ouvrage entend contribuer à la réflexion en offrant un tour d'horizon des politiques économiques, des questions de liberté et de démocratie et des nouveaux mouvements sociaux et identitaires. Il analyse les différents programmes de lutte contre la pauvreté, ainsi que l'important phénomène des migrations – rêve ou cauchemar latino-américain. Il étudie enfin les questions kakaï de la défense, de l'armement et du militarisme et met en exergue les problèmes, verts et vitaux, de l'eau, de la biodiversité et de la boulimie transgénique.

Ont contribué à cet ouvrage : Olivier Dabène, Maria Pia Devoto, Bernard Duterme, Diego M. Fleitas, Jean-Paul Marthoz, Marc Schmitz, Jean-Paul Vargas, Diego Anton Zamunar. Le texte final est d'Eduardo Galeano.

Vendu en librairie ou disponible au GRIP
(rue de la Consolation, 70 - B-1030 Bruxelles ;
commandes_publications@grip.org)

Un livre de 128 pages, 11,90 euros
(ISBN 978-2-8048-0139-7)

(2) ICEI/ Casa de America/ Fundacion Carolina/ FRIDE, *What Purpose does the Political Dialogue between the European Union and Latin America Serve?*, May 2006.

(3) « La relación bregional », *Nueva Sociedad*, enero-febrero de 2004.

(4) SBERRO Stephan, *Finally a strategic alliance between Europe and Latin America in Lima 2008?*, Global Jean Monnet Conference, Brussels, 23/24 November 2004.

(5) « La Cumbre Europeo-Latino-Americana en Viena », *Democracia « En Contexto »*, FRIDE, Madrid, Mayo de 2006. Voir aussi www.eurolatin.fride.org

(6) FANZIO VENGOA Hugo, « Union Europea y America Latina: Interacciones en lugar de relaciones », *OBREAL/EULARO specialist papers*, Bogota, Julio de 2006.